

L'histoire oubliée

Gilles Boileau

Volume 2, numéro 1, juin 1996

Montréal... l'histoire oubliée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/71371ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions Histoire Québec
La Fédération Histoire Québec

ISSN

1201-4710 (imprimé)
1923-2101 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Boileau, G. (1996). L'histoire oubliée. *Histoire Québec*, 2(1), 3–3.

L'histoire oubliée

À la Fédération des sociétés d'histoire du Québec et au sein de chacune de nos sociétés membres, la promotion de l'histoire, le respect et la sauvegarde du patrimoine sont au coeur de nos préoccupations. C'est même notre raison d'être. Alors rien de plus normal que le Conseil d'administration ait accepté spontanément, lors de sa dernière rencontre, d'adhérer à la Coalition pour la promotion de l'histoire au Québec mise sur pied par la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal.

Dans le cadre de la Commission des États généraux sur l'Éducation, une quinzaine d'organismes nationaux ont rédigé et présenté des mémoires exprimant aussi bien leurs inquiétudes que leurs espoirs face à l'enseignement de l'histoire au Québec. Faute de présenter elle-même un mémoire, la Fédération avait fait sienne la réflexion présentée par le Centre de recherche et la Fondation Lionel-Groulx.

On pouvait y lire, en conclusion, les quelques lignes suivantes : «Un peuple qui entend maîtriser l'avenir et s'inscrire dans le mouvement de la modernité attache à l'étude de son passé, comme d'ailleurs à celle de l'histoire universelle, une importance primordiale. La véritable présence au monde passe par la profondeur de l'appartenance, par la vigueur de l'enracinement, par le sens aigu de l'identité».

Sans mémoire, il n'y a pas d'avenir. Nous le sentons un peu plus chaque jour dans les diverses batailles que nous sommes souvent obligés de mener dans un grand nombre de municipalités du Québec où le pouvoir n'a souvent que faire des préoccupations d'ordre historique ou patrimonial. Même Montréal n'est pas exempte de cette forme pernicieuse de maladie moderne.

Sans doute qu'au moment où vous lirez ces lignes le groupe de travail animé par l'historien Jacques Lacoursière aura déposé son rapport et que nous en con-

naîtrons les conclusions. Nous serons alors en droit de connaître un peu mieux ce que le Gouvernement compte faire pour redonner à l'histoire la place qu'elle devrait avoir tant dans les différents programmes d'études que dans les institutions culturelles nationales. Malheureusement — et pour maintes raisons — nous sommes déjà inquiets devant le sort que l'on pourrait réserver à ce précieux document. Au moment où certains éléments de notre société remettent en question la nécessité de faire du français un élément vital et prioritaire de développement et de survie du peuple québécois, quel sort réservera-t-on alors à l'histoire si nous sommes si timides dans l'application de notre politique linguistique?

Il faut savoir gré à la Société Saint-Jean-Baptiste d'avoir pris l'initiative de ce regroupement. Ce ne sera sans doute pas sa dernière contribution à la société québécoise et à sa survie. Est-il utile de rappeler que la Société Saint-Jean-Baptiste a été à l'origine de la Chambre de Commerce de Montréal, de la Caisse nationale d'économie et de la Société nationale de fiducie. Sa participation à la fondation de l'École des Hautes Études commerciales, le Prêt d'honneur, le Monument national, les Grands Prix et la Fête nationale, entre autres, sont autant de réussites dont la Société Saint-Jean-Baptiste peut être fière à juste titre. Nous passons sous silence tous les combats acharnés et soutenus qu'elle a dû mener tout au long des années.

Si tous les mouvements, organismes, regroupements et fédérations qui œuvrent dans le grand cercle de l'histoire avaient — ne serait-ce que quelques fois — manifesté autant de vigilance et de ténacité que la Société Saint-Jean-Baptiste, nous serions moins angoissés aujourd'hui face à la place et au rôle de l'histoire dans notre société et nos institutions.

C'est tous ensemble, et avec l'Union des écrivaines et écrivains québécois en particulier, que nous devons déplorer le fait que «notre pédagogie a pris congé de l'histoire». Nous n'avons plus le droit de nous taire et c'est aussi tous ensemble que nous devons refuser que l'on fasse de notre peuple et de sa jeunesse «un peuple sans histoire et sans littérature».

La Coalition pour la promotion de l'histoire au Québec — à laquelle la Fédération a adhéré — souhaite :

- a) que le gouvernement du Québec procède et fasse procéder à une revalorisation significative de l'histoire dans le système scolaire et les institutions culturelles;
- b) que cette revalorisation de l'histoire soit orientée dans une perspective démocratique, ouverte et pluraliste;
- c) que soit faite une place privilégiée à l'histoire nationale du Québec;
- d) que soient assurées une reconnaissance adéquate de l'histoire universelle et une solide compréhension de l'interaction entre l'histoire du Québec et celles du Canada, de l'Amérique du Nord et du monde.

Il faut concevoir l'enseignement de l'histoire dans une perspective démocratique, ouverte et pluraliste, sur la base des valeurs fondamentales qui orientent la société québécoise. Nous n'avons pas le droit de nous couper de nos origines ou de les ignorer.

Pourquoi ne pas profiter de ce congrès à Montréal pour nous rappeler tous ensemble que si, au sein de nos diverses sociétés d'histoire, l'enseignement de cette discipline n'est pas notre fonction première, nous devons par contre veiller à ce qu'elle occupe toute la place qu'elle mérite, la meilleure.

Gilles Boileau

Vice-président

Directeur de la rédaction